

LIBYE

Quand la route tue des migrants... (p.2)

BIMENSUEL NIGÉRIEN
D'ANALYSE D'OPINION
ET DE RÉFLEXION

N° 408 DU 30 MAI 2013

PRIX : 300 FCFA

Ouvrir les portes de l'avenir...

Alternative

ATTENTATS À AGADEZ ET ARLIT

Le prix d'un discours belliqueux ! (p.3)

LUTTE CONTRE LE
TERRORISME AU SAHEL

Les non-dits de la guerre (p.4)

DONNÉ POUR MORT PAR LE TCHAD
BELMOKHTAR DIT "LE BORGNE" REVENDIQUE
LE DOUBLE ATTENTAT AU NIGER



POUVOIR DE LA VIIÈME RÉPUBLIQUE

Les signes de la déconfiture (p.5)



FRONDE DES JEUNES À DIFFA

Un cocktail explosif ! (p.5)

Cette semaine

MIGRATION

LIBYE

Quand la route tue des migrants....

Quinze (15) morts, Sept (7) blessés dont certains dans des cas graves. C’est le bilan macabre d’un accident de circulation survenu le 16 mai 2013 sur l’axe Sebha-Tripoli. Le véhicule roulait vers 22 heures du soir quand le drame est arrivé. Toutes les victimes sont de nationalité nigérienne.

La mauvaise nouvelle a été portée à la connaissance de l’opinion publique par le ministère des Affaires étrangères, de la Coopération, de l’Intégration Africaine et des Nigériens à l’extérieur. Comme d’habitude, il est difficile de confirmer ou d’infirmier l’information telle que rapportée par les autorités, faute de source indépendante. Le communiqué du gouvernement est muet sur les circonstances de la survenance de l’accident et du point de départ des voyageurs.

Parmi les disparus, quatre (4) n’ont pas de pièces d’identité. Profitant de ce drame, le MAE/IA a entonné le clairon de la campagne contre la « migration illégale » en exhortant les nigériens candidats à l’émigration « à la prudence dans leur déplacement à l’extérieur du pays en veillant à se munir des documents de voyage appropriés ». En mars 2013, le gouvernement a reconnu que des milliers de ressortissants nigériens sont détenus dans les geôles libyennes au motif qu’ils sont rentrés illégalement dans le pays.

Malgré l’insécurité en Libye résultant de la déstabilisation du pays par les puissances impérialistes et les énormes risques liés au voyage, les candidats au départ vers cet eldorado se comptent par milliers. Ils quittent Agadez, dernière grosse agglomération nigérienne à bord

de camions de fortune entassés comme des objets ou des bêtes.

Ce drame survenu en territoire libyen est le énième du genre depuis le début de l’année. La traversée du Sahara, le plus grand désert du monde, par les migrants est très souvent synonyme de rendez-vous avec la mort. Les médias n’en finissent pas de faire le décompte du bilan macabre des migrants morts de soif et de faim sur les routes parce que abandonnés sans eau, ni nourriture dans le désert par les forces de sécurité ou les passeurs. Il y a urgence à se mobiliser pour apporter assistance à ces migrants et interpellier les gouvernants sur les violations parfois inqualifiables des droits de l’homme dans cette région du monde.

H.T . Boulama

HUMOUR !!!

Un jeune dit:

- Femme c'est comme blue-tooth, quand le périphérique s'éloigne, il cherche autre périphérique. Garçon c'est comme wifi, s'il n'est pas sécurisé, plusieurs utilisatrices peuvent s'y connecter.

Les femmes sont de plus en plus nombreuses. Elles n’hésitent pas à se convertir en FRCI (Femme Raquetteuse, Coupeuse, intéressée) alors pour faire face a ce fléau il vous est conseillé d'adhérer maintenant à la CIA (Club International des Avars). Soyez donc prudents sinon vous risquez de vous retrouver à la CPI (Communauté des Pauvres Idiots).

MOTS CROISES

Horizontalement

1.Certaine sobriété. - 2.Tête de linotte. - 3.Abri de toiles. A des points noirs. - 4.Faire savoir expressément. - 5.Oeuvre à lyre. En général ujne bande limitée. 6.Coupe court. Est laxatif en infusion. - 7.Parcelle de vie. Evoque une fâcheuse exécution. - 8.Originare, sorti. Pronom adverbial. Certain degré. - 9.Qui peut de nouveau tirer. Ses pattes sont palmées. 10.Allure de navire. Agir sur une pastille.

Verticalement

1.Momentané, provisoire. - 2.Ancien bouclier oblong. Valsier, peut-être. - 3.Des offices religieux. Poisson du Sud. - 4.Service de banquier. Bien décanté. - 5.Se donne bruyamment. - 6.Note sous mi. Dévastées, ravagées. - 7.Mot qui évoque une chose. - 8.Hors d’oeuf. N’opère pas immédiatement. Accord du Sud. - 9.Abandonner quelque chose qu’on a. Permet d’entendre. - 10.Descendre en flammes.



Alternative

Fm

99.4 Mhz

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Alternative

EDITION BIMENSUELLE
Siège Quartier poudrière
BP : 10948 Niamey - Tel : (227) 20 74 24 39
Site web : www.alternativeniger.org

DIRECTEUR DE PUBLICATION : AT Moussa TCHANGARI
RÉDACTEUR EN CHEF : Albert CHAIBOU
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Wilfrid MAMA
CONSEILLERS À LA RÉDACTION : Souley ADJI, M. Sani ADAMOU, Saïdou ARJI.

COMITÉ DE RÉDACTION
Abba HASSANE, Albert CHAIBOU, Arimi ABBA KIARI, Boubacar CHAIBOU, HB Tchernon, Mamane Sani Adamou, Moussa TCHANGARI, Souley ADJI, Wilfrid MAMA, , Souleymane MAAZOU, Diori IBRAHIM.

ATTENTATS À AGADEZ ET ARLIT

Le prix d’un discours belliqueux

Deux attaques à la voiture piégée à Agadez et Arlit ont fait le jeudi 23 mai 2013 35 morts dont une vingtaine de militaires nigériens et dix (10) assaillants. Les commanditaires affirment que ce double attentat vise à punir notre pays pour sa collaboration avec la France dans la guerre au Mali. Ne tournons pas autour du pot pour dire. Le chef de l’Etat nigérien, par son bellicisme dans le borbier malien, a attiré sur le Niger la violence des « fous de Dieu ».

■ *Qui sème le vent récolte la tempête.* Autrement dit, quand on provoque le désordre, on ne doit pas s’étonner des fâcheuses conséquences. Le président Mahamadou Issoufou doit être en train de méditer ce vieux proverbe, lui qui a incité à l’intervention militaire française au Mali pendant que les maliens eux-mêmes étaient dubitatifs. Aujourd’hui, le chasseur est devenu le gibier avec les deux attaques kamikazes qui ont visé, la première une garnison militaire à Agadez, et la seconde une usine d’exploitation d’uranium à Arlit. Le bilan provisoire de ces attentats à la voiture piégée est de 35 morts dont 24 soldats, 10 assaillants et un civil. Sans compter les nombreux blessés et les pertes financières estimées, par le ministre des mines du Niger, à 18 milliards de FCFA par mois.

Œil pour œil, dent pour dent

Les cibles stratégiques choisis par les agresseurs ne laissent aucun doute sur le message de leur action belliqueuse. En s’attaquant à un camp militaire et à une usine d’uranium d’Areva, les assaillants veulent punir le Niger pour son soutien politique et militaire à l’opération Serval et la France pour son ingérence dans le conflit malien. Les groupes jihadistes avaient juré qu’ils allaient porter l’estocade à tous les pays qui ont soutenu Paris dans une expédition militaire destinée à protéger les intérêts vitaux de l’Hexagone. En cela, ce qui est arrivé n’est pas surprenant.

Avant même que la fumée des affrontements ne se dissipe, l’attaque a été revendiquée par le Mouvement pour l’Unité et le

Jihad en Afrique de l’Ouest (Mujao), puis par les signataires par le sang, la Katiba de Mokhtar Belmokhtar alias le borgne, déclaré mort en avril dernier par le président tchadien Idriss Deby.

« *Grâce à Allah, nous avons effectué deux opérations contre les ennemis de l’islam au Niger. «Nous avons attaqué la France et le Niger pour sa coopération avec la France dans la guerre contre la charia* », a déclaré Abu Walid Sahraoui, porte-parole du Mujao, à l’AFP. Selon les auteurs, les épouvantables attentats qui ont endeuillé notre pays sont une première réponse à une déclaration du président Issoufou selon qui, les groupes jihadistes ont été écrasés militairement dans le septentrion malien. «*Nous allons lancer plus d’opérations, si ce pays ne retire pas ses troupes de mercenaires engagées au Mali. Les colonnes de jibadistes et de candidats au martyre se tiennent prêtes et n’attendent qu’un ordre pour foncer sur leurs cibles* » a menacé le groupe des signataires par le sang.

Cette attaque kamikaze rappelle celle du site gazier d’In Amenas en Algérie revendiquée également par la Katiba du dangereux borgne. Dans le cas du Niger, le président Issoufou a affirmé de façon péremptoire, lors d’un discours en hommage aux victimes des attentats à Agadez, que les agresseurs sont venus du Sud libyen devenu, selon les médias occidentaux, le nouveau sanctuaire des salafistes.

« *J’ai confirmé, à l’occasion de cette visite, la provenance du danger. Le foyer qui déstabilise aujourd’hui le Sabel, se trouve en Libye. Je l’ai confirmé parce que les assaillants sont venus du sud de la Libye et cette attaque contre le Niger a été préparée en parallèle avec une autre attaque qui visait le Tchad* ». Le démenti aux propos de Mahamadou Issoufou n’a pas tardé. Depuis Bruxelles où il se trouve en visite officielle, le Premier ministre libyen, Ali Zeidan, a affirmé qu’il s’agit d’allégations « *sans fondement* », « *qui ne correspondent pas à la réalité* ». Voilà qui détériore davantage les relations diplomatiques entre nos deux pays déjà mises à mal par le refus de Niamey d’extrader vers Tripoli le fils du défunt guide de la Jamahiriya.

Mais, laissons ce contentieux aux diplomates pour questionner les circonstances de la commission des attentats d’Agadez et d’Arlit, les premiers-prions Dieu qu’ils soient les derniers- de l’histoire de notre pays. Nous ne comprenons pas comment les commanditaires ont réussi leurs actions ignobles dans une région totalement quadrillée par les forces de défense et de sé-

curité et de surcroit ayant à sa tête un gouverneur militaire présenté d’ailleurs comme un dur à cuir.

Le concert de compassions vis-à-vis des familles des victimes innocentes de ces attentats ne doit pas nous empêcher de nous poser une série de questions : Comment un petit groupe de gens a-t-il réussi à déjouer la vigilance de tout le dispositif sécuritaire de la région pour s’infiltrer dans une compagnie militaire et commettre leur forfait ? Comment ont-ils parcouru des centaines de kilomètres depuis la frontière sans être repérés, s’ils venaient de la Libye comme le prétend Mahamadou Issoufou ? A quoi servent les forces spéciales étrangères et les avions de surveillance installés dans notre pays en contradiction avec notre souveraineté, si cette armada ne peut pas nous prémunir d’une infiltration d’éléments terroristes ? Pourquoi le Président de la République a-t-il pris le risque de frustrer nos forces de sécurité, en faisant appel à l’armée française pour neutraliser paraît-il deux individus aussi dangereux soient-ils ?

En effet, l’appel au secours du président à l’armée française est perçu par une partie de nos concitoyens comme une humiliation faite à notre armée. En attendant les réponses à ces interrogations, le deuil qui nous frappe ne doit pas nous dissuader de relancer le débat sur la participation de notre armée dans l’expédition militaire au Mali et d’évaluer la responsabilité du président Issoufou dans ce qui est advenu.

Rappelez-vous, pour justifier l’acceptation des forces étrangères sur notre territoire, celui-ci avait affirmé que « *sans les renseignements que nous fournissent Américains et Français, nous serions restés aveugles et sourds face à la menace terroriste* ». La présence des commandos et corps d’élite de ces pays amis n’a rien empêché ; au contraire elle a eu l’inconvénient de relâcher la vigilance de nos forces de sécurité. Malgré donc tous les moyens militaires et financiers déployés pour nous protéger, cette attaque épouvantable vient confirmer que le danger est dans nos murs. Dès lors, il y a lieu de s’interroger si nous devons continuer à maintenir nos soldats hors de nos frontières alors que la maison est en danger ?

Aujourd’hui, le Niger paie très cher le bellicisme du chef de l’Etat dans le conflit au Mali. Au lieu d’investir son énergie à pro-

téger nos frontières poreuses- comme le lui a demandé une partie de ses concitoyens- il s’est donné un malin plaisir à se mêler des querelles dans la cour du voisin. Or, quand on rentre dans une bagarre dangereuse, on ne doit pas s’étonner de recevoir des coups mortels. Cette prétendue guerre contre le terrorisme n’était pas la nôtre. Nous avons tous appris comment l’Etat major français a convaincu François Hollande à sauter le pas après le refus de son prédécesseur. Sans mesurer les risques pour notre pays, Issoufou s’est automatiquement rangé derrière Hollande, faisant dire dans certains milieux anti guerre à Paris qu’il est devenu le soldat de la France. Du coup, les langues fourchues disent que la responsabilité de nos morts n’incombe pas seulement aux terroristes, mais à tous ceux qui ont travaillé jour et nuit pour rendre inévitable la guerre au Mali.

Les évènements douloureux d’Agadez nous renforcent dans la position que le chef de l’Etat a été très mal inspiré de fourrer son nez dans le conflit malien. Dès le début, nous avons alerté –en vain- sur le fait que cette intervention militaire n’allait pas régler le problème malien ; mais qu’à défaut de l’accroître, elle allait exporter le danger ailleurs. C’est malheureusement, le cas avec la dispersion des jihadistes (selon les termes d’Yves Le Drian) dans tout le Sahel et peut être au-delà. Du reste, comme l’écrivait le philosophe Alain, « *la guerre est pire que tous les maux qu’elle prétend résoudre par elle* ». Partout, où il y a eu des interventions militaires occidentales, la mort continue à rôder comme en Afghanistan, en Irak, en Côte d’Ivoire et en Libye.

Il n’y a pas longtemps, le président Issoufou lui-même l’a reconnu en disant que la guerre menée en Libye n’a pas permis de gagner la paix. Il faut savoir également que les jihadistes et les occidentaux marchent souvent ensemble. Les pays occidentaux les utilisent pour assurer ou renforcer leur présence dans les régions du monde qu’ils convoitent à cause de leurs richesses naturelles.

Les méchants sont-ils parmi nous ?

La piste des enquêteurs s’est orientée rapidement vers des connivences internes. Selon les premiers éléments de l’enquête, les kamikazes auraient exécuté leur sale besogne avec des com-

plicités locales. Les enquêteurs ont retrouvé sur les débris du véhicule utilisés par les assaillants une plaque d’immatriculation nigérienne. Les forces de sécurité ont procédé à des fouilles dans les maisons et à plusieurs arrestations. La rumeur prétend que le propriétaire de la voiture a été appréhendé et transféré vers la capitale.

Pour certains membres du gouvernement nigérien, les méchants sont parmi nous. Les premières déclarations publiques faites par eux incitent à le dire. On a entendu le ministre de la Défense, Mahamadou Karidjo déclarer sur les ondes des radios internationales que la double attaque a été perpétrée par des « *peaux rouges* », en référence à des membres des communautés arabe et touarègue. Alors que les nigériens n’ont pas fini de marquer leur étonnement face à cette sortie maladroite, le ministre des Affaires Etrangères, Bazoum Mohamed attise le feu en disant sur RFI que le MUJAO qui a revendiqué les deux attentats a recruté des jeunes peuls de la région de Tillabéri. Une façon très subtile de désigner l’ennemi...à abattre. N’eût été la gravité du sujet, ces déclarations des deux super ministres auraient pu être inscrites au registre de bourdes à répétition auxquelles nous ont habitués certains ténors du régime de la renaissance. Mais, elles ont été faites en toute connaissance de cause par les concernés dans un contexte d’émotion et de deuil national.

Dès lors, il y a lieu de s’interroger si l’intention de ces personnalités n’est pas de déclencher une opération de vengeance des familles des victimes à travers une chasse aux membres des communautés indexées ? Disons les choses clairement : ces propos sont irresponsables, parce qu’ils sont de nature à jeter de l’huile sur le feu dans un pays où l’on peine déjà à panser les plaies de fractures communautaires. Si à chaque fois qu’un citoyen mécontent tire en l’air, on voit derrière son acte solitaire toute sa communauté ; alors disons tout simplement adieu au rêve de l’unité nationale et de construction d’une nation une et indivisible.

En attendant que l’enquête en cours nous situe sur les commanditaires du double attentat et leurs complices locaux, nous pensons que les débordements des deux membres du gouvernement méritent un rappel à l’ordre.

(Suite page 4)

LUTTE CONTRE LE TERRORISME AU SAHEL

Les non-dits de la guerre

L'effet domino de la guerre qui sévit depuis plus d'un an au Nord Mali sur les autres pays de l'espace sahélo-saharien est revenu plusieurs fois dans les analyses des experts et spécialistes, expliquant les risques d'un embrasement de toute la région.

Au Niger, les dirigeants politiques, à plusieurs reprises, ont exprimé leur inquiétude face à ce qui se passe chez le voisin malien. Le président Issoufou Mahamadou ne déclarait-il pas en février dernier, devant des confrères français, que « la crise malienne est un problème de sécurité intérieure pour le Niger ». Mais tout en étant conscients de la menace, nos dirigeants ont aussi soufflé sur les braises ardentes en multipliant les déclarations fracassantes contre les groupes djihadistes qui occupaient le Nord Mali, et surtout en reprenant en chœur celles prématurément victorieuses de la France qui pérorait avoir écrasé militairement les terroristes dans la région.

Si le Niger est dans l'œil de mire des groupes djihadistes, c'est aussi parce qu'il a été ce pays qui a déployé 650 hommes à Gao, Ansongo et Menaka dans le cadre de la Misma, mais aussi celui qui a accueilli sur son sol le colonel major malien Alhaji Ag Gamou et ses hommes; celui-là même qui comptait à un moment donné, selon des informations rapportées par un confrère mauritanien, attaquer à partir du Niger avec l'appui de l'armée malienne, les positions des groupes islamistes à Gao en faisant jonction avec un autre colonel malien, Ould Meydou qui entrera à Tombouctou à partir de la Mauritanie. Du coup, le président de la Répu-



blique Issoufou Mahamadou et le ministre des Affaires Etrangères Mohamed Bazoum qui se sont le plus distingués dans leurs prises de positions guerrières et leurs multiples va et vient entre Paris et Niamey, apparaissent aux yeux de ces djihadistes comme des « pantins » de la France qu'il faut absolument combattre au même titre que ces « Kafirs » (infidèles) d'occidentaux. Depuis, ces « fous de Dieu » ruminaient leur vengeance de frapper le Niger.

Le jeudi 23 mai 2013, au petit matin, ils mettront en exécution leur plan macabre en perpétrant simultanément à Agadez et Arlit des attentats suicides contre un camp militaire et l'usine de la Société des mines de l'Air (SOMAIR) une filiale d'AREVA. Deux symboles en sont ainsi la cible : la puissance militaire du Niger et le groupe Areva, représentant les intérêts français. Le bilan est lourd : 24 militaires nigériens morts, un civil tué et l'usine de la SOMAIR endommagée. Côté assaillants, on dénombre selon les sources officielles, 8 kamikazes tués.

Revendiqués dans un premier temps par le Mouvement Unifié

pour le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), on apprendra quelques heures après qu'ils portent aussi la signature du groupe Moulathamine (« Ceux qui signent par leur sang ») de Moktar Belmokhtar, celui-là même dont les militaires tchadiens ont annoncé la mort en mars dernier dans l'Adrar des Ifoghas. Ce fut une occasion pour « le revenant » de marquer son retour sur la scène médiatique en annonçant à travers un communiqué de son groupe mis en ligne sur des sites islamistes, de nouvelles attaques au Niger. « Nous allons lancer plus d'opérations au Niger, affirme-t-il en menaçant la France et tous les pays engagés militairement au Mali ».

Le groupe de BelMokhtar a fait savoir que les deux attentats de jeudi, à Agadez et Arlit, n'étaient qu'une « première réponse à une déclaration du président Issoufou Mahamadou affirmant que les djihadistes ont été écrasés militairement dans la région ». Il menace « de déplacer la guerre au Niger si ce pays ne retire pas ses troupes engagées au Mali ».

Pour le ministre nigérien des Affaires Etrangères Mohamed Bazoum « ces attaques ne remettent pas

en cause la détermination du Niger dans la lutte contre le terrorisme ». Mais elles mettent au moins une chose à nu : la fragilité de notre système sécuritaire. Sinon, comment comprendre qu'avec toutes les mesures que nos autorités disent avoir prises pour assurer la sécurité du territoire et des populations, et avec l'envoi par la France des forces spéciales pour « sécuriser les sites d'exploitations de l'uranium » à Arlit, ainsi que la présence des drones américains sur notre sol, comment comprendre encore une fois, qu'une poignée d'hommes armés puissent s'infiltrer et frapper en plein cœur d'un camp militaire, tuant plus d'une vingtaine de soldats, ou encore traverser furtivement l'imposant dispositif de sécurité du site de la SOMAIR, causant des dégâts considérables aussi bien humains que matériels?

Comme dans la mythologie grecque, tuer l'hydre de Lerne, ce monstre à plusieurs têtes dont une immortelle, a été un des douze travaux d'Héraclès, aujourd'hui, dans la bande sahélo-saharienne, tuer l'hydre du terrorisme est devenu un véritable casse-tête pour Hollande,

Obama et leurs alliés africains. Sans grands moyens ces derniers se tournent, comme toujours, vers les puissants pour leur demander d'assurer la sécurité de leurs pays et de leurs populations, bradant sans sourciller la souveraineté nationale. « Tout ce qui peut nous aider à sécuriser le Sabel est à prendre. Nous discutons avec plusieurs pays dont les Etats-Unis et la France », avait lancé le président Issoufou à des confrères français qui l'interrogeaient sur le projet américain d'installer une base de drones de surveillance sur le sol nigérien.

Le boulevard est donc désormais grandement ouvert aux forces occidentales pour prendre leurs quartiers dans nos villes et villages. La France a déjà annoncé son intention de redéployer une partie de ses forces au Niger. On apprend d'autre part, selon des sources citées par un confrère algérien, que « le Pentagone a financé la création de deux pistes d'atterrissage au nord du Mali et au nord du Niger pour faciliter des interventions US rapides ». Les mêmes sources indiquent que « la Grande-Bretagne et l'Allemagne financent la construction de pistes du même genre au Niger, en Mauritanie et au Burkina Faso. Ces trois pays ont reçu pas moins de 80 millions d'euros d'aide militaire depuis le début de l'année, en plus des 200 millions d'euros d'aide pour les pays qui ont envoyé des troupes au Nord-Mali ».

Cette militarisation de l'espace sahélo-saharien cache mal les velléités des puissances occidentales engagées dans la lutte contre le terrorisme, à contrôler les richesses minières et pétrolifères dont regorge la région. Le Niger qui se trouve être aujourd'hui entre le marteau du Mali à l'Ouest, l'enclume du Far West libyen au Nord et les pinces de la secte djihadiste Boko Haram au Sud est, hélas, au cœur de cette problématique.

Albert Chaibou

Le prix d'un discours belliqueux (Suite de la page 3)

La peur a changé de camp

On savait bien que notre pays vivait dans une paix précaire depuis la menace des jihadistes de nous faire payer la participation de notre armée à la guerre au Mali. Mais, personne n'aurait imaginé des attaques aussi sanglantes en ce moment, alors que nous avons investi beaucoup d'argent dans la sécurité-priorité parmi les priorités du régime de la renaissance-, accepté la présence de soldats étrangers et d'avions de surveillance sur notre territoire. En dépit de ce dispositif impressionnant et de l'acquisition des avions de chasse au détriment des secteurs sociaux notamment la santé et l'éducation, les jihadistes sont parvenus à honorer leur promesse de nous punir. C'est dire que contrairement à ce que l'on nous a fait croire, la tête du serpent n'a pas été écrasée. Il s'agit d'un mensonge organisé pour justifier

les augmentations des dépenses militaires pas seulement au Niger, mais dans tous les pays qui se sont engagés dans cette aventure militaire dans le désert.

Après le carnage du double attentat à Agadez et Arlit, la peur a changé de camp. Un sentiment de panique s'est emparé de la population dans les gros centres urbains et localités abritant des sites stratégiques. Du coup, après le service, les gens flânent moins dans les rues et les abonnés des maquis et bistrots s'attardent très peu dans leurs coins habituels. Par peur de constituer une cible de cet ennemi invisible. Mais, il n'y a pas que le citoyen lambda qui dort d'un œil. La psychose a gagné apparemment les autorités qui ont décidé spontanément d'accroître la sécurité aux endroits stratégiques de la capitale. Dans le quartier administratif, des nouvelles mesures de sécurité ont été prises pour protéger les bâtiments officiels. Les

conditions d'accès aux enceintes des services publics ne sont plus les mêmes pour les visiteurs soumis à des contrôles. Des périmètres de sécurité ont été établis devant certains ministères. Par ailleurs, le dispositif sécuritaire entourant les déplacements du président Issoufou a été visiblement renforcé donnant l'impression que lui-même a pris peur. La veille de son arrivée à Agadez, toute la ville a été quadrillée par les forces de défense et de sécurité pour parer à toute éventualité. En revanche, on ne constate aucune mesure spéciale de sécurité autour des centres commerciaux et établissements d'enseignement où des innocents cherchent le savoir. Que va faire Issoufou pour défendre la patrie face à un adversaire déterminé et insaisissable? Que Dieu sauve le Niger!

H.B.Tcherno

POUVOIR DE LA VII ÈME RÉPUBLIQUE

Les signes de la déconfiture

L'unité tant clamée autour du président de la République par le patchwork de partis formant la mouvance présidentielle, se lézarde de jour en jour. En effet, Moden Lumana et Pnds Tarraya, les deux principaux partis de ce groupe ne cachent plus désormais leurs manœuvres à s'envoyer des boules puantes, chacun cherchant ainsi à salir l'autre. Un véritable panier de crabes ! Une certaine presse entretenue est utilisée pour faire la sale besogne. Du coup, les Nigériens qui savent lire entre les lignes et écoutent sur les ondes des radios et télévisions de la place, les propos de certains pontes des deux grands alliés savent que l'unité au sein du pouvoir n'est que de façade. Les murs de « l'unité cimentée » ont commencé à se fissurer dès les premiers mois de la gestion du pouvoir. Mais comment pourrait-il en être autrement quand on sait que rien de solide n'a guidé la formation de cette coalition hétéroclite. Mus par la seule volonté de monter les marches du pouvoir, les deux grosses têtes du Mouvement pour la Renaissance du Niger (MRN) se sont véritablement attelées depuis un an qu'à se disputer les postes importants



PNDS - LUMANA : le partage du gâteau serait-il devenu source de mésentente et de désamour ?

au sein de l'appareil d'Etat. Le partage du gâteau devient dès lors source de mésentente et de désamour entre eux. On se rappelle le 4 décembre 2012, le président de l'Assemblée Nationale et président du parti Lumana Hama Amadou lançait lors d'une session budgétaire du parlement un appel à la formation d'un gouvernement d'union nationale. Quelques jours après ce discours le président de la République qui s'est senti visiblement écorché dans son rôle a, dans son message à la nation, du 18 décembre 2012 tenu à dire qu'il avait toujours appelé à la formation d'un gouvernement d'union na-

tionale. Autre couac relevé dans les relations entre les grands alliés, le show médiatique du directeur de cabinet du président de la République et celui du ministre des mines et du développement industriel qui ont étalé dans les médias leurs divergences et désaccords sur un dossier portant sur des négociations secrètes entre Areva et le gouvernement nigérien. Chaque camp ne rate pas la moindre occasion à jeter à l'autre des peaux de banane. Des plumitifs sont commis pour le faire. L'affaire du compte bancaire de la fille du ministre des Affaires étrangères qui défraie la chronique actuellement est assez



fois s'interroge-t-il « le président de l'Assemblée nationale a essuyé les attaques de certains journaux dont les fondateurs et directeurs de publication sont membres des cabinets de certaines institutions ou de ministères ? ».

Voilà, qui met de nouveau à nu, les suspicions et inimités entre ceux qui se sont alliés pour gérer le pouvoir. Il leur reste encore trois ans à cheminer ensemble si tout va bien, avant de s'affronter à nouveau dans les joutes électorales. D'ici là, sauront-ils protéger leur love story ? Rien n'est moins sûr.

Mais ce n'est pas tout ça qui importe pour les nigériens, eux qui ont été inondés de promesses électorales et qui attendent impatiemment leur concrétisation. La vérité c'est que le pays qui occupe encore la queue du peloton mondial du point de vue de l'indice du développement humain, va mal. L'économie est en panne, les secteurs sociaux de base toujours malades et la jeunesse majoritairement désœuvrée. Ce sont là les signes visibles d'une déconfiture qu'on ne peut plus cacher...surtout pas avec des contre vérités !

Albert Chaibou.

FRONDE DES JEUNES À DIFFA

Un cocktail explosif !

En réponse aux chaudes manifestations de rue animées par des jeunes de la région de Diffa les 27 et 28 Avril dernier dans cette loalité, le gouvernement de Brigi Rafini a pris des engagements. Les revendications, objet de ces manifestations, ont porté sur une dizaine de points énumérés dans le mémorandum présenté au chef du gouvernement, en présence des élus et des sages de la région. Un mois après, il apparaît qu'une seule des dix (10) principales revendications semble connaître un début de solution. Il s'agit de la 8^{ème} ayant trait aux redevances de 15% attribuées aux collectivités territoriales installées dans les zones minières et pétrolières.

A ce sujet justement, le gouvernement de Brifi Rafini a vite introduit deux projets de loi portant respectivement modification des lois minière et pétrolière en vigueur. Plus précisément les révisions ont porté sur les articles 146 de la loi n°2007-01 du 31 janvier 2007 portant Code pétrolier et 95 de l'Ordonnance 93-16 du 02 mars 1993 portant loi minière ; des projets de lois adoptés par la représentation nationale tout en y apportant quelques

modifications non négligeables au bénéfice des collectivités territoriales concernées. Résultats : deux acquis juridiques majeurs ont été enregistrés.

Le premier acquis porte sur l'inclusion de l'entité régionale au bénéfice de la quote-part résultant de l'exploitation des ressources susmentionnées, au même titre que les communes concernée par les opérations pétrolières, pour le financement du développement local.

Le second acquis porte sur le quantum de la quote-part en question. Il passe ainsi de « 15% des recettes pétrolières constituées par la redevance ad valorem, les droits fixes et la redevance superficielle, déduction faite des ristournes concédées aux agents du ministère en charge des hydrocarbures » à « 15% de la totalité des recettes, à savoir fiscales et non fiscales, notamment les revenus du profit-oil » qui doivent être rétrocédées aux collectivités des zones concernées par les industries extractives.

Le législateur a estimé que cette révision en hausse de la quote-part des communes et des régions concernées par les opérations pétrolières et minières, résulte des

conséquences de l'article 152 de la constitution du 25 Novembre 2010 stipulant que « les recettes réalisées sur les ressources naturelles et du sous-sol sont réparties entre le budget de l'Etat et les budgets des collectivités territoriales conformément à la loi ».

Quant aux jeunes, ils attendent toujours...

Les neuf (9) autres revendications contenues dans le mémorandum sont visiblement renvoyées aux calendes grecques. Parmi ces revendications, sommes toutes à la porté du gouvernement, on peut rapeler, « le recrutement immédiat d'au moins 5000 ouvriers locaux pour les comptes des différentes compagnies d'exploitation », « l'annulation pure et simple des procédures de location des véhicules à partir de Niamey ou ailleurs », « la résiliation pure et simple de tous les contrats obscurs signés entre les compagnies pétrolières et les cabinets de recrutement », « le transfert à Diffa des diverses commandes de fournitures et matériels », « l'augmentation des salaires des ouvriers et l'amélioration de leurs conditions de travail », « la fermeture de la route artificiellement créée à partir de Zinder sur Agadem aux fins d'étouffer l'économie de la Région de Diffa »...etc.

A l'évidence, parmi les revendications fortes formulées par les jeunes de la région de Diffa, le gouvernement a marqué son intérêt singulièrement sur celles qui, au regard de la tradition dans le domaine, font d'abord et avant tout l'affaire de l'establishment politique local.

Les questions relatives à l'emploi des jeunes, elles, semblent ne pas attirer l'attention. Pourtant, le contexte socioéconomique et sécuritaire de la sous région commande à tout gouvernement sérieux l'observance d'autres attitudes en pareille circonstance. Qu'on ne se voile pas la face ! Dans le contexte qui est désormais le notre, investir dans la jeunesse n'est plus seulement une question de droit fondamental, mais aussi et surtout une question de sécurité collective et individuelle ; car chaque acte de mépris et ou de paupérisation de la jeunesse apporte une pièce constitutive de « bombe à retardement » qu'on lui attribue !

Diori Ibrahim

L’islam et le terrorisme

S’il y a aujourd’hui un phénomène, qui menace dangereusement le monde contemporain, c’est sans aucun doute le terrorisme. Ce dernier est défini comme le recours illégitime à la violence visant à instaurer un climat de peur et d’insécurité à des fins politiques ou religieuses.

■ Le terrorisme est aujourd’hui un terme qui est étiqueté de manière malheureuse et fâcheuse à l’islam pour la simple raison que les combattants dits djihadistes agissent au nom de l’islam, pour semer la terreur dans le monde. L’objectif de cet article est de prouver que le mot « Terrorism » et « Islam » ne peuvent s’accorder en aucun cas et en aucune manière. Ceux qui pensent le contraire se méprennent largement. Ces mots sont plutôt diamétralement opposés. Pour ce faire, nous allons d’abord examiner l’origine du mot « djihad », masque que portent les terroristes musulmans pour semer la violence et toute sorte de chiennerie. Et ensuite les autres éléments de preuves afin de réfuter l’affirmation erronée, selon laquelle, l’Islam est le fondement du terrorisme.

A propos de djihadistes

D’abord, la signification exacte de djihad est « l’effort » autrement dit en islam accomplir le djihad veut dire faire des efforts, lutter. Le prophète Mohamed (PSSL) dit que le plus grand djihad est celui « qu’une personne mène contre elle-même » on entend par « elle-même » les désirs et les ambitions égoïstes de chacun. Aussi, Lutter intellectuellement contre ceux qui oppriment les gens, les torture, qui les traite cruellement, est également une forme de djihad au sens fort du point de vue coranique, le but de cette lutte est d’amener la paix la justice, l’égalité... Hors mis ces significations idéologiques et spirituelles la lutte dans le sens technique-lutte armée- est également considérée comme djihad, cependant cette lutte ne doit être menée qu’à des fins défensives.

Ainsi, l’utilisation de concept de djihad pour des actes d’agression contre des innocents est une grande déformation, donc un contre-sens avéré. Comme disait Tariq Ramdan : « *L’idéologie et les pratiques des réseaux et groupuscules salafistes, djihadistes et extrémistes sont*

à condamner de la façon la plus ferme. Leur compréhension de l’islam, leur façon d’instrumentaliser la religion et de l’appliquer en imposant des peines physiques et des châtements corporels de façon odieuse est inacceptable » ils dénigrent l’Image de toute une religion. Et c’est injuste.

Par ailleurs, une bonne lecture des versets coraniques ci-dessous cités permet de constater que ces groupuscules ne représentent pas les valeurs de l’islam et leurs actions sont clairement anti-islamiques, et à condamner très fermement. Car, tuer des innocents, s’attaquer à des civils et à des institutions publiques est une monstruosité qui ne peut jamais être justifiée. Selon Harun Yahya (Adnan Oktar) dans son livre l’Islam dénonce le terrorisme, ces genres de violences, sont plutôt l’œuvre d’un non religieux, d’un athée, celui-ci peut commettre toute sorte de violence, car pour lui il n’y aura rien après la mort et il ne rendra point compte de ses œuvres à quelqu’un dans l’au-delà. Alors qu’un bon musulman, qui respecte les règles et principes religieux, qui croit au jour du jugement dernier ne saurait accepter ces genres d’actes, et à plus forte raison les commettre.

L’Islam réprime la violence

1-Preuves dans le coran

Le coran étant la source principale de l’Islam, nous ne pouvons nous appuyer que sur celui-ci comme meilleure preuve, pour secouer cette étiquette de terrorisme et de terreur qu’on attribue à cor et à cri mais aussi à tort et à travers à cette religion. Avant de faire recours à ce Livre Saint, nous allons d’abord connaître le sens du mot Islam. En effet, l’historienne britannique Karen Armstrong, dans son livre la Guerre Sainte écrit ce qui suit : «...le mot Islam vient de la même racine arabe que le mot paix». Maintenant à propos de la répression de violence, Dieu recommande ce qui suit dans le coran : « *mangez et buvez des biens octroyés par Dieu ; et ne semez pas le désordre sur terre* » (al Baqarah, La Vache 2:60).

Parlant de suicide, le Coran dit : « Et ne vous tuez pas vous-mêmes, Dieu est certes miséricordieux avec vous. (an-nisa, les Femmes 4 : 29) qu’elle qu’en soit la raison le suicide est contraire au Coran ainsi que le meurtre. Dans un autre verset Dieu dit : « Il n’y a de recours que contre ceux qui traitent les gens avec injustice et qui sèment illégalement sur terre agression et violence. Ceux-là auront un châtiment douloureux. (ash-Shura, la Consultation 42 :

42), encore un autre dit : « Certes, Dieu commende l’Equité la bien-faisance et l’assistance aux proches. Et Il interdit la turpitude, l’acte répréhensible et la rébellion. Il vous exhorte afin que vous vous souveniez. (an-Nahl, les Abeilles 16 : 90). Il existe une foultitude de versets qui répriment la violence, mais ceux-là devraient suffire. Donc même si les terroristes agissent au nom de l’Islam, leurs actes ne peuvent être qualifiés de terreurs islamiques. Quid alors de l’attitude de l’Islam dans l’Histoire ?

2-Preuves dans l’histoire

Beaucoup d’historiens, des théologiens et des spécialistes en Islam (dont la plupart ne sont pas musulmans) ont rapporté que les empereurs musulmans ont été les plus pacifiques de l’Histoire, c’est-à-dire leur « doctrine politique islamique » a été très pacifique et modéré. Par exemple Vers 1099, pendant la croisade, les croisés occupèrent le Jérusalem et le libérèrent de la présence musulmane, tous les musulmans et juifs furent massacrés au fil de l’épée. Après une occupation de 88ans, Saladin (sultan d’Égypte et de Syrie du Moyen Âge, et fondateur de la dynastie ayyubide, d’origine kurde) est entré dans Jérusalem et a libéré cette ville qui fut occupée par les croisés. Ces derniers, lors de leur invasion ayant massacré tous les musulmans qui y vivaient, ils craignaient d’être traités de manière identique par Saladin.

Cependant Saladin fit du mal à aucun chrétien dans la ville. Il a simplement commandé aux chrétiens (catholique) latins d’abandonner la ville. Il a permis aux chrétiens orthodoxes qui n’étaient pas parmi les croisés, de vivre dans la ville et de s’adonner à leur guise à leurs pratiques culturelles. C’est pour quoi John L. Esposito, expert occidental en matière d’Islam dans son livre islam : the straight path déclare suite à cette occupation que « *L’armée musulmane était aussi magnanime dans la victoire qu’elle était tenace dans la lutte. Les civiles étaient épargnés, les églises et les temples étaient en général laissés intacts... Saladin était fidèle à sa parole et compatissant pour les non-combattants* ».

On peut aussi de la même façon relater le cas d’Umar ibn al-Khat-tab, qui fut célèbre pour sa justice et pour les contrats qu’il a conclus avec les peuples indigènes des terres conquises. De fait, l’écrivain Harun Yahya, parlant de cette justice qui a rendu célèbre Umar, rapporte ce qui suit : « *... durant la conquête de Médine, la déclaration de protection pré-*

sentée au patriarche nestorien Yesbnyab (650-660 après J.C.) garantit de même que les églises ne seraient jamais démolies et qu’aucun bâtiment ne serait transformé en une mosquée ou en une maison ». Ainsi, la lettre rédigée par le patriarche à l’évêque de la perse après la conquête est trop frappante car elle dépeint par les mots d’un chrétien, la compassion et la tolérance de gouverneurs musulmans, : « *les Arabes à qui Dieu a accordé à cette époque le règne du monde ne persécutent pas la religion Chrétienne. En effet, ils honorent notre foi, respectent nos prêtres et nos saints et subventionnent les églises et les monastères* » (W.H.C. Frend).

Les époques correspondant au règne des turcs Seljukides et de l’empire Ottoman furent également marquées par la tolérance, la justice et le pacifisme de l’Islam. Sur ce sujet le chercheur britannique Sir Thomas Arnold, dans son ouvrage the sprad of islam in the world(l’expansion de l’Islam dans le monde) explique la raison pour laquelle les chrétiens ont accepté de passer sous ce règne musulman : « *ces même sentiment de sécurité de la vie religieuse sous le règne musulman mena aussi plusieurs chrétiens de l’Asie Mineure à accepter les turcs Seljukides comme leurs sauveurs...* »

C’est dans cette même optique que Edward Said, célèbre professeur et expert en Moyen-Orient dans une interview publiée dans le journal israélien Ha’aretz, a-il recommandé le système communautaire ottoman, pour l’établissement d’une paix permanente dans le Moyen-Orient.

Pour finir, il est bien clair, de ce qui précède, que les musulmans n’ont à aucun moment de l’histoire été oppressifs. Ils ont au contraire apporté la paix et la sécurité à toutes les nations. Conformément au verset suivant: « *Adorez Allah et ne Lui donnez aucun associé. Agissez avec bonté envers (vos) père et mère, les proches, les orphelins, les pauvres, le proche voisin, le voisin lointain, le collègue et le voyageur, et les esclaves en votre possession, car Allah n’aime pas, en vérité, le présomptueux, l’arrogant* » (an-Nisa, les Femmes, 4:36)

L’attitde de l’Occident vis-à-vis du terrorisme

En observant l’état actuel du monde qui ne cesse d’aspirer les gens dans la spirale de la violence, et des menaces terroristes, dont l’occident en est la principale victime, il sied de combattre le terrorisme où qu’il soit, dans toutes ses formes et de la façon la plus vigoureuse. Il est clair que suite aux attentats de New York et Washington D-C aux Etats-

Unis –la plus grande technologie au monde- aucun autre pays ne peut s’estimer à l’abri du terrorisme.

Aujourd’hui avec cette avancée rapide de la technologie, le terrorisme aussi est en train de prendre des formes beaucoup plus complexes. Imaginez que le simple fait d’effleurer un bouton pourrait faire de centaine de victimes. Ou bien avec l’aide d’un chimiste expérimenté dans un simple laboratoire on peut menacer des milliers de vies. Donc il faut combattre cet acte gravissime, mais il faut le faire de manière juste. Car aujourd’hui on constate que l’amalgame entre l’Islam et le terrorisme, fait en sorte que nombre de personnes sont incarcérées de manière arbitraire partout en Angleterre, en France, aux Etats-Unis, en Allemagne, etc. sans aucun jugement. Elles n’ont pas le droit à la présomption d’innocence, ni à un procès équitable afin d’établir leur culpabilité. Elles sont dans un véritable «trou noir juridique», d’aucuns font des années en prison avant que l’on découvre que l’on s’était trompé. D’autres crouissent dans les geôles jusqu’à là avec leur innocence. C’est très lamentables que dans des Etats d’une démocratie avancée comme ceux-ci, les règles de droit sont bafouées et foulées au pied. C’est pour quoi, le Professeur Tariq Ramadan, dans l’un de ses articles déclare que « *Ce n’est pas parce que l’on combat des terroristes – ou des individus supposés l’être – que cela justifie de devenir des monstres au cœur d’un système de droit où l’on se donne le droit extraordinaire de ne pas en respecter les règles élémentaires..* » et il n’a pas tort. Car ces actes ne sont pas dignes des valeurs professées par les Etats défendant les droits et la dignité de l’Homme.

Pour finir, je cite une dernière fois le philosophe Harun Yahya : « *si quelqu’un se demande la cause d’un acte terroriste, il doit chercher la source dans les idéologie antireligieuses. La religion ordonne l’amour, la compassion, le démençe, la paix et les hauts critères moraux. Le terrorisme, par contre, encourage la cruauté et la violence, causant la douleur, l’effusion du sang et le meurtre* » et poursuit que L’islam correctement adopté est la solution à toutes sortes des violences, des conflits, des guerres et des terreurs et il est le garant de la paix, de la justice et de la tolérance. De grâce ne confondons pas l’Islam et Terrorisme.

Youssef Terri

SahelCom

RECHARGE ELECTRONIQUE

BOUKATA

RECHARGER VOTRE COMPTE A

PARTIR DE

50 FCFA

SERVICE CLIENTELE 555